

## Ne pas casser la dynamique du capitalisme

par Xavier Lagarde\*

**En Europe – et particulièrement en France – le modèle capitaliste s'est forgé au terme d'un compromis avec l'héritage catholique. Il combine individualisme et logique collective. Face à des concurrents asiatiques sans états d'âme, l'Occident n'a aucune raison de tomber dans des excès de repentance. Xavier Lagarde, professeur à l'université de Paris Ouest Nanterre, plaide pour un libéralisme pragmatique et exigeant.**

La crise actuelle est de nouveau l'occasion d'une avalanche de critiques sur le capitalisme. Les discours sur ses inévitables contradictions retrouvent de l'audience. Je crains que, dans le contexte actuel, qui met aux prises le libéralisme occidental avec le capitalisme oriental, cette dénonciation sans nuance ne soit la meilleure façon de nous tirer une balle dans le pied.

Dans la société française, mais aussi probablement dans une bonne partie des sociétés européennes, le capitalisme a toujours été en situation de compromis. La France est fille aînée de l'Eglise catholique, elle a prêté une oreille attentive aux chants de la lutte des classes (laquelle, soit dit en passant, rend assez bien compte de ce qui s'est joué chez nous à la fin du XIXème et au début du XXème siècle). Elle n'a donc jamais été spécialement à l'aise avec la posture capitaliste dont la matrice est ce qu'on peut appeler l'acte d'investissement. Qu'est-ce à dire ? Investir, c'est immobiliser des actifs, généralement du numéraire, avec l'espoir que de cette immobilisation (aux fins le plus souvent de financer une activité), il résultera un accroissement de ces actifs. Pour le capitaliste, ce qui compte, c'est le retour sur investissement. Il échange sans doute, mais ce qui importe, c'est moins le lien créé grâce à cet échange, que les biens que celui-ci procure. Le capitaliste ne s'intéresse à l'autre qu'en considération de ce que celui-ci peut lui rapporter. Nous sommes donc bien loin du don de soi et des solidarités chères à la doctrine catholique. Nous sommes en revanche bien proches de la lutte des classes dès lors que cet individu qui cherche son enrichissement est bien vite soupçonné de l'obtenir au détriment d'autrui.

La solution française a consisté à dissoudre le fait capitaliste dans une logique collective. La volonté de croissance qui caractérise l'esprit capitaliste a ainsi été mise au service de l'intérêt général et non des individus. Traduction macroéconomique : l'économie est très largement sous contrôle de l'Etat. Traduction microéconomique : l'entreprise est conçue comme une collectivité au sein de laquelle bailleurs de fonds et travailleurs, malgré des intérêts divergents, s'associent en vue de la réussite d'un projet commun ; le tout sous l'arbitrage du chef d'entreprise, issu d'une technocratie dans le cas des grandes entreprises - pour une grande partie formée dans les grands corps d'Etat. C'est ce qu'on a appelé la conception institutionnelle de l'entreprise et qu'on valorise aujourd'hui sous l'expression de capitalisme d'entrepreneur.

Assez curieusement, lorsqu'il fonctionnait, ce modèle n'a jamais fait l'unanimité. Aujourd'hui qu'il ne fonctionne plus, on le valorise de toutes parts. Cela pour condamner le capitalisme financier qui a dissout les logiques collectives et mis la croissance au service des seuls intérêts individuels, spécialement ceux des traders et autres concepteurs de produits financiers. Tout se passe comme si nous pleurions ce que nous avons su faire et que désormais, les capitalistes orientaux feraient à notre place (le capitalisme chinois est assurément un capitalisme d'Etat).

Ce lamento me paraît sans efficacité. Il n'est plus temps d'espérer un retour de l'ambigu capitalisme d'entrepreneur à la française et un effacement du capitalisme financier. Ceux qui en ont porté l'avènement comme ceux qui le contestent si durement sont de longue date ralliés à l'individualisme qui en est le ferment.

Les principaux acteurs et bénéficiaires du capitalisme financier sont très largement issus des institutions les plus représentatives de la méritocratie républicaine. En forçant le trait, ce sont de brillants ingénieurs qui, à la sortie de leur école, grande naturellement, ont choisi la finance plutôt que l'industrie. Devinez pourquoi ? Quoi qu'il en soit, le choix du capitalisme financier est le fait d'élites parfaitement normalisées. Elles ont agi en toute bonne conscience avec ce sentiment de l'avoir-droit que procurent les réussites institutionnellement reconnues. La déferlante financière n'est pas le fait d'une invasion. Elle a pris source au cœur du système. Sans doute n'est-ce pas totalement un hasard si la figure du trader déviant s'est incarnée au travers d'un personnage qui, au fond, était un « petit chose » venu d'une lointaine province

et soucieux de prendre sa revanche sur ses collègues issus du sérail.

Les contestataires sont dans une autre situation. Assurément les classes moyennes (et moins que moyennes) souffrent. Cependant, elles sont très largement acquises à la cause de l'individualisme. Le vecteur de cette conversion, ce ne sont pas les bonus mais les acquis sociaux. Ces derniers ont donné aux individus deux choses :

- Pour ceux qui travaillent, la possibilité de se concevoir une existence en dehors du travail. Des horaires qui ne consomment pas toute la force vitale, des rémunérations qui permettent mieux que le simple entretien de cette dernière, une sécurité sociale qui tempère les aléas de l'existence. Ainsi le travailleur devient-il un individu. Il en a le loisir. Et cet individu, détachable de son travail, peut ainsi considérer ce dernier, et donc les investissements qu'il consent à la lumière de ce qu'ils rapportent.

- Pour ceux qui ne travaillent pas, les filets de protection ont permis de survivre. En 2002, le cumul des aides au profit d'un couple sans emploi avec deux enfants était de 1,7 fois le SMIC.

Tout ceci a contribué à une transformation de la valeur travail. Celle-ci n'est plus apparue comme un dû à la collectivité, mais comme un bien que les individus mobilisent s'ils y trouvent leur compte. Le succès de la formule « travailler plus pour gagner plus » en est une bonne illustration. Par rapport à son travail, sa seule richesse le plus souvent, le travailleur est devenu un capitaliste.

On peut se dire qu'avant c'était mieux. On peut aussi se dire que la généralisation de l'individualisme est le fruit d'une évolution souhaitée. Nous l'avons voulu, assumons. La fierté sied mieux que le repentir. D'autant qu'au soutien de la cause individualiste, les arguments ne manquent pas :

- D'un point de vue théorique, la possibilité donnée à chacun de construire son devenir peut être considérée comme un projet séduisant. L'esprit des Lumières n'est pas si loin. Au reste, une longue tradition intellectuelle valorise, non pas le dévouement aux choses communes, mais, en quelque sorte, le courage d'être soi. Persévérer dans son être, autant qu'il est en nous même disait Spinoza.

- D'un point de vue plus pratique, les individualistes ne font pas que du tort à la collectivité. Les brillants entrepreneurs sont souvent des individus qui ne supportent pas les contraintes du salariat. Ceux qui inventent sont ceux qui ne se satisfont pas des savoirs constitués. Les plus grands artistes sont réputés pour prendre des libertés avec l'académisme. L'individu qui sait entrer en polémique avec les acquis que lui livre sa collectivité d'appartenance est celui sans qui cette dernière ne saurait progresser.

La critique du capitalisme est une critique de l'individualisme. Elle est un reniement de notre héritage et elle est malvenue.

Au regard du capitalisme oriental, la question que nous devons nous poser est celle des moyens de la survie de cet héritage (et non d'une remise en cause) ? Il faut me semble-t-il pratiquer un libéralisme pragmatique et exigeant.

- Un libéralisme pragmatique. La réussite des individus ne se conçoit pas sans réussites collectives. Il nous faudra donc demain de belles entreprises, créatrices de richesses et d'emploi. Il faut donc convaincre les talents de reprendre le chemin de l'innovation industrielle et technologique. Dans un contexte individualiste, il faudra donc les intéresser. De ce point de vue, la volonté de cantonner les rémunérations de la finance, l'ambition de recréer des liens entre l'enseignement supérieur et la recherche et le monde économique vont dans le bon sens. Sans doute faudra-t-il revoir le régime des inventions de salarié, sans doute aussi faudra-t-il développer le capital risque, sans doute unifier les régimes de protection entre salariés et travailleurs indépendants...

- Un libéralisme exigeant. Aucune doctrine n'a la valeur d'une martingale. L'individualisme est susceptible de dérives. Tel est le cas lorsque les individus en font le moins possible pour espérer le gain maximum. Certains financiers ont montré le mauvais exemple. Ils ne sont pas les seuls. Tous ces individus qui participent à ses émissions de télé réalité en espérant une gloire que justifie bien peu d'investissement ne font guère mieux. L'individu qui aspire à croître doit engager quelque chose. Notre bon vieux Code civil rappelait qu'il n'est pas de contrat sans objet. Et cette exigence vaut toujours.

Le problème, ce n'est pas l'excès de capitalisme c'est l'insuffisance des capitalistes.

*\*Dernier ouvrage : « Juste capitalisme », Litec éd., 2009*

[<< Retour au sommaire](#)

 [Télécharger le PDF de l'article](#)

**PRES@JE.COM**

Une publication de l'association PRESAJE

**(Prospective, Recherche et Etudes Sociétales Appliquées à la Justice et à l'Economie)**

Siège social : 2 avenue Hoche 75008 Paris - Courrier : 30 rue Claude Lorrain 75016 Paris

Tél. 01 46 51 12 21 - E-mail : [contact@presaje.com](mailto:contact@presaje.com) - [www.presaje.com](http://www.presaje.com)

Directeur de la publication : Michel Rouger